



Services publics, Sécurité sociale: préparons un mouvement d'ensemble !

Les semaines à venir seront décisives pour l'avenir des acquis sociaux.

Le 19 mai, le conseil des ministres donne le feu vert à une loi de changement de statut d'EDF-GDF, prélude à leur privatisation, comme on l'a déjà vu à France Télécom.

Avant l'été, ce gouvernement veut faire voter, à toute force, une loi visant à faire entrer les assureurs privés dans la santé publique et la sécurité sociale. Toute la propagande sur le déficit « abyssal » de la Sécurité sociale ne vise qu'à la privatiser, petit à petit, comme cela a déjà commencé sur les retraites.

En ce moment, ce gouvernement se montre tout doux, en parole, avec les intermittents du spectacle, promettant de résoudre ce conflit. Mais il commence par envoyer les flics, tabassant et blessant les manifestants à Cannes.

NE LAISSONS PAS SARKOZY DEMOLIR LES SERVICES PUBLICS !

Ce gouvernement est rejeté par la population. Mais quand la bête est blessée, elle peut devenir encore plus dangereuse. Sarkozy, appelé le « Zidane » du gouvernement par le Medef, veut prouver à ses amis ultra-libéraux de l'UMP que la meilleure façon de gouverner est de foncer dans le tas. Même s'il y a des blessés ! Il veut montrer que ni la gauche, ni les syndicats ne l'arrêteront, qu'il est le plus fort.

Aux Etats-Unis, on a déjà vu où mène la privatisation de l'électricité. Les entreprises concurrentes d'énergie ne sont pas capables d'éclairer la Californie et provoquent des pannes gigantesques. Elles empochent les milliards de profits, mais se fichent de la population et du service rendu ! Même chose en Italie (grande panne l'automne dernier) et en Grande Bretagne où les prix grimpent en flèche.

NE LAISSONS PAS L'UMP PRIVATISER LA SECURITE SOCIALE !

La Sécurité sociale, la santé publique reposent sur l'argent des cotisations, mis dans une caisse de solidarité. C'est donc la propriété commune des salariés et des assurés sociaux. Si « déficit » il y a, c'est parce que les patrons suppriment des emplois, n'augmentent pas les salaires, que leurs cotisations, quand ils en payent, n'ont pas bougé depuis des années. Les patrons préfèrent licencier, précariser l'emploi, et laisser à l'Etat le soin de payer les déficits du système.

Mais comme la Sécurité sociale représente beaucoup d'argent, ils veulent faire entrer les assureurs privés dans le circuit, et laisser les laboratoires comme Sanofi ou Aventis faire des bénéfices en profitant de la maladie.

BATTRE CE GOUVERNEMENT, DANS LA RUE ET LES URNES !

Ce gouvernement n'a plus de légitimité et surtout pas pour porter atteinte aux droits sociaux. Il a été battu aux régionales, il sera battu aux élections européennes. Mais il ne faut pas le laisser gouverner jusqu'en 2007. C'est ce que disent Olivier Besancenot et la LCR. Et, il ne faut pas, non plus, cautionner la politique de l'ex-gauche plurielle : c'est possible en votant pour les listes LCR-LO.

Les grandes confédérations syndicales perdent du temps à discuter avec Douste-Blazy (Sécurité sociale) et Sarkozy (EDF-GDF). Elles ne rendent même pas compte publiquement de ce qui se dit avec les ministres qui cherchent à endormir l'opinion et attendent l'été pour faire leurs sales coups.

Tous ensemble, avec les syndicats, avec les associations comme Attac, les collectifs unitaires de défense de la santé, avec les partis de gauche qui veulent agir, préparons un grand mouvement de résistance unitaire contre des lois destructrices.

La privatisation d'EDF-GDF ne passera pas ! Sarkozy doit retirer son projet ! Les syndicats appellent à une grande manifestation à Paris le 27 mai. Faisons de cette date une énorme mobilisation populaire pour les services publics, dans tout le pays.

La privatisation de la sécurité sociale est inacceptable ! Une manifestation se prépare pour début juin. Elle ne doit pas être sans lendemain.

Par la rue, par la grève, par les urnes, sanctionnons Chirac-Raffarin ! Ils ne doivent plus gouverner.

Le 17 mai 2004